

ALLOCUTION DE

M. Donald **KABERUKA**
Président de la Banque africaine de développement

À la réunion du Comité du développement

WASHINGTON, LE 26 AVRIL 2009

Monsieur le Président,
Président Zoelick,

Je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole. Les interventions de mes collègues homologues africains ce matin ont amplement démontré l'impact de la crise financière internationale sur les pays d'Afrique. Je voudrais, à mon tour, ajouter les observations suivantes :

Tout d'abord, la crise pour l'Afrique n'en est sans doute qu'à ses débuts et continue donc de suivre son cours. Ses effets ne se sont probablement pas encore fait sentir pleinement. Par conséquent, nous ne savons pas si le pire est encore à venir.

Ensuite, se pose le problème de l'asymétrie des phases de contraction et de relance. En effet, au début de la crise, nous avons pensé qu'il faudrait au moins dix-huit à vingt-quatre mois avant que l'onde de choc de la crise ne touche le continent africain. En fait, l'impact a été plus rapide et plus profond que prévu, et nous avons la présomption que lorsque l'économie mondiale se relèvera de cette crise, l'Afrique mettra plus de temps à s'en sortir. Cela n'a rien de surprenant. Il a fallu pratiquement une décennie de réformes douloureuses et soutenues pour inverser la tendance de la croissance négative du PIB par habitant en Afrique. En six mois seulement, le taux de croissance prévisionnel global du continent a chuté de 7 % à 3 %, soit une contraction de moitié.

Monsieur le Président,

L'histoire de l'Afrique depuis 30 ans a été jalonnée de phases de croissance suivies de reculs majeurs. Pendant ces périodes, l'on imputait ces difficultés avant tout à des facteurs endogènes tels que l'instabilité, la gouvernance, l'incapacité ou le refus de mener à bien les principales réformes, ainsi que les changements fréquents de l'orientation des politiques. Mais comme plusieurs orateurs l'ont évoqué aujourd'hui, la situation est différente aujourd'hui. Les problèmes sont presque entièrement d'ordre exogène.

Je suis néanmoins persuadé pour ma part que nous pouvons retrouver cette impulsion. Nous ne saurions faire autrement. Nous avons la responsabilité de préserver les acquis et de prévenir des dégâts excessifs.

Pour ce faire, je considère les mesures ci-après comme extrêmement importants :

Premièrement, évitons le retour à l'instabilité macroéconomique et au double déficit. L'hyperinflation est le moyen le plus sûr de pénaliser les pauvres.

Deuxièmement, évitons le protectionnisme, et comme l'économiste en chef, M. Justin Lee, vient de l'indiquer, il importe de réduire au minimum les coupes sombres dans le secteur des infrastructures, de financer le commerce et de résister au chant des sirènes du nationalisme économique.

Troisièmement, évitons de compromettre la réalisation des OMD qui était déjà bien partie, en particulier pour ce qui est de l'enseignement primaire universel.

Quatrièmement, trouvons un juste équilibre entre les réponses à court terme à la crise et les actions à long terme portant sur des problèmes à caractère structurel.

Nous nous félicitons de l'augmentation des ressources du FMI et de la proposition d'assouplir davantage l'accès à celles-ci. Ces mesures viennent à point nommé et contribueront à assurer la viabilité externe des pays confrontés à des difficultés de balance des paiements. Nous devons maintenant renforcer les canaux de financement du développement dont dépendent nombre de ces pays, à savoir les guichets de l'IDA de la Banque mondiale et du FAD du Groupe de la Banque africaine de développement. Nous devons - et c'est là le dernier point que je tiens à évoquer - veiller à ce que ces guichets concessionnels demeurent solides. A ce stade, nous répondons de manière assez flexible en mettant à disposition les ressources en début de cycle, mais cela n'augmente pas le volume de l'enveloppe. Pour éviter les dégâts que pourraient causer un manque temporaire de ressources et leur volatilité, nous devons définir clairement ce qu'il y a lieu de faire, l'an prochain et l'année qui suivra. J'espère, comme l'a indiqué le ministre Bert Koenders, il y a quelques minutes, que nous pourrons avancer les cycles de reconstitution des ressources des guichets concessionnels des IFI et nous efforcer de mener le processus à son terme dans les meilleurs délais.

Nous vivons des moments de grands défis, des moments de grandes incertitudes. La Banque africaine de développement a pris des dispositions pour protéger les acquis de l'Afrique des dix dernières

années, en apportant des réponses à court terme à la crise sans oublier les questions d'ordre structurel à long terme. Nous ferons et sommes disposés à faire davantage, en complémentarité avec nos homologues de la Banque mondiale et d'autres institutions sœurs. Les prochains mois mettront à l'épreuve notre aptitude à tous à répondre avec la même imagination et la même urgence dont fait montre la communauté internationale, à travers le G20, pour résoudre les problèmes financiers mondiaux et gérer l'après-crise. J'ai bon espoir que, d'ici à notre prochaine réunion en automne, nous pourrions avancer davantage vers la réalisation de notre objectif commun dans les pays à faible revenu, en particulier en Afrique.

Je vous remercie.